

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Christine Gervais, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de La Tuque pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 17 juin 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Fonds local d'investissement	30
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	43
Analyse des charges	55

Renseignements financiers ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers audités	
Résultats détaillés	61
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	62
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	63
Charges par objets	64
Excédent (déficit) accumulé	65
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	69
Analyse des charges sans amortissement	81
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers audités	
Résultats détaillés	85
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	86
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	87
Charges par objets	88
Excédent (déficit) accumulé	89
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	93
Analyse des charges sans amortissement	105

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de Ville de La Tuque

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Ville de La Tuque (Ville), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que Ville de La Tuque inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités présenté à titre de participation dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

MALLETTE SENCRL, Société de comptables professionnels agréés
CPA auditeur, permis de comptabilité publique, no A133953
Ville de La Tuque, Canada, 17 juin 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	26 167 850	26 371 957	23 862 466
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 562 180	2 594 536	2 499 434
Quotes-parts	3	452 480	452 480	445 510
Transferts	4	7 046 210	11 440 875	21 807 290
Services rendus	5	1 944 330	2 886 418	2 535 702
Imposition de droits	6	411 500	625 244	599 078
Amendes et pénalités	7	225 000	247 724	278 550
Revenus de placements de portefeuille	8		45 514	30 113
Autres revenus d'intérêts	9	771 140	1 251 607	1 220 556
Autres revenus	10	8 000	79 423	58 954
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		38 976	73 022
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	39 588 690	46 034 754	53 410 675
Charges				
Administration générale	14	5 765 820	6 056 178	5 486 963
Sécurité publique	15	3 964 170	4 151 023	4 158 105
Transport	16	7 530 020	9 646 696	9 035 834
Hygiène du milieu	17	5 130 790	7 043 943	7 121 401
Santé et bien-être	18	197 880	490 454	164 301
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 018 710	6 098 097	5 810 408
Loisirs et culture	20	6 096 950	7 823 315	7 714 986
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 389 120	2 293 770	1 750 280
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	35 093 460	43 603 476	41 242 278
Excédent (déficit) lié aux activités	25	4 495 230	2 431 278	12 168 397
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		62 714 433	50 546 036
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		62 714 433	50 546 036
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		65 145 711	62 714 433

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	22 852 458	16 392 990
Débiteurs (note 5)	2	22 972 358	26 586 144
Prêts (note 6)	3	470 482	595 811
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 870 137	1 889 225
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	5 474 967	5 435 991
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	283 211	137 511
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	53 923 613	51 037 672
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	7 857 815	7 774 272
Revenus reportés (note 11)	12	11 182 710	9 458 462
Dette à long terme (note 12)	13	56 619 952	56 689 252
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	75 660 477	73 921 986
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(21 736 864)	(22 884 314)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	85 908 951	84 626 122
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	493 106	514 067
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	480 518	458 558
	23	86 882 575	85 598 747
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	65 145 711	62 714 433
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	65 145 711	62 714 433
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	65 145 711	62 714 433
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	4 495 230	2 431 278	12 168 397
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	7 385 299)(	14 700 148)
Produit de cession	3		56 283	22 072
Amortissement	4		6 043 708	5 966 169
(Gain) perte sur cession	5		2 479	(14 598)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 282 829)	(8 726 505)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		20 961	51 692
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(21 960)	30 649
	13		(999)	82 341
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	4 495 230	1 147 450	3 524 233
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(22 884 314)	(26 408 547)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(22 884 314)	(26 408 547)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(21 736 864)	(22 884 314)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 431 278	12 168 397
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	6 043 708	5 966 169
Autres			
▪ (Gain) perte disposition	3.1	2 479	(14 598)
▪ Réduction de valeur	3.2	32 936	6 310
▪ Ajustement	3.3		1
	4	8 510 401	18 126 279
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	3 613 786	(13 551 168)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	83 543	3 303 566
Revenus reportés	8	1 724 248	2 012 564
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(145 700)	(339 200)
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	20 961	51 692
Autres actifs non financiers	12	(21 960)	30 649
	13	13 785 279	9 634 382
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	7 385 299) (	14 700 148)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	56 283	22 072
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(7 329 016)	(14 678 076)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	285 366) (	570 912)
Remboursement ou cession	20	357 871	218 989
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	)
Cession	22		
	23	72 505	(351 923)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 356 000	13 499 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	5 455 332) (	4 753 819)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	30 032	(114 919)
Autres			
▪	28.1		
	29	(69 300)	8 630 262
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	6 459 468	3 234 645
Solde déjà établi	31	16 392 990	13 158 345
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	16 392 990	13 158 345
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	22 852 458	16 392 990

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de La Tuque est un organisme municipal constitué et régit en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, la provision à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titres des sites contaminés, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits de carrières et des sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les charges constatées par la Ville dans l'exercice des compétences d'agglomération sont facturées aux municipalités liées à l'agglomération. Les revenus découlant de cette facturation sont inscrites à titre de quotes-parts à l'état des résultats;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

Placement de portefeuille

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Les participations dans les entreprises municipales sont présentées à l'état de la situation financière selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation intégrale.

Prêts

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les prêts comptabilisés au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode effective sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Les stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculée en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Infrastructures (15 à 40 ans)

Bâtiments (15 à 40 ans)

Ameublement et équipement de bureau (5 à 10 ans)

Machinerie, outillage et équipement (10 à 20 ans)

Véhicules (10 ans)

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15)* sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

La Cour supérieure du Québec a rendu une décision le 9 juillet 2020 en lien avec la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* («Loi RRSM»). Cette décision a été portée en appel et le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a rendu sa décision et a confirmé la conclusion du jugement de la Cour supérieure. Cette décision a également été portée en appel auprès de la Cour suprême du Canada par les différentes parties, mais la Cour suprême a annoncé le 11 avril 2024 qu'elle refusait d'entendre les appels. Cela vient confirmer l'application de la Loi RRSM, à l'exception des articles qui permettaient de suspendre l'indexation des rentes des retraités qui ont été jugés inconstitutionnels. Puisque le régime n'est pas impacté par ces articles, les résultats apparaissant dans le présent rapport ont été produits conformément à la Loi RRSM telle qu'adoptée le 4 décembre 2014.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2024 selon la méthode suivante : valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

S'il y a lieu, le montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : la municipalité peut se prévaloir de l'allègement permis à l'intérieur des limites établies par le Ministère.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

Ville de La Tuque évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale ou des opérations entre parties liées autres que les membres de la direction qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans les résultats.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

J) Autres éléments

Budget

Les chiffres présentés au budget ont été adoptés par le Conseil de la municipalité à sa séance du 20 décembre 2023.

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionné dans les notes complémentaires s'il est probable que l'évènement futur dénouant l'incertitude se réalise.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un évènement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	22 852 458	16 392 990
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	22 852 458	16 392 990
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	22 852 458	16 392 990
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	22 852 458	16 392 990
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	2 666 108	1 840 961
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	18 299 229	18 440 777
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	228 337	4 484 619
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Facturation diverse	14.1	1 778 684	1 819 787
	15	22 972 358	26 586 144
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 869 313	14 352 450
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	6 869 313	14 352 450
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	1 165 334	891 771
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	4 295 738	3 674 531
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	9 179 247	9 563 671
Ministère de la Culture et des Communications	25	2 856 905	2 948 789
Autres ministères/organismes	26	1 967 339	2 253 786
	27	18 299 229	18 440 777

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29	470 482	595 811
Autres			
▪	30.1		
	31	470 482	595 811
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	1 870 137	1 889 225
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	1 870 137	1 889 225
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires****10. Crédoeurs et charges à payer**

		2024	2023
Fournisseurs	43	4 165 413	3 826 245
Salaires et avantages sociaux	44	1 998 191	1 981 426
Dépôts et retenues de garantie	45	262 866	664 641
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	522 088	502 518
▪ Infractions, SDC, CA etc.	47.2	92 615	27 192
▪ MRNF gestion foncière	47.3	816 642	772 250
	48	7 857 815	7 774 272

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	2 223 208	2 751 895
Accès entreprise Québec	52	146 435	176 345
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ FRR-Volet 3 (2024) et MAMH - Fonds aide rayonnement région (FARR-2023)	54.1	1 143 524	240 000
▪ MCC - entente développement culturelle	54.2	9 478	46 015
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	535 270	487 302
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	16 954	16 954
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	2 936 404	2 909 369
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Fonds développement régional (H-Q)	62.1	350 968	362 577
▪ Prog. aide développement forêts (PADF)	62.2	74 708	171 477
▪ Fonds développement des territoires (FDT)	62.3		
▪ Subventions diverses	62.4	3 238 977	1 812 421
▪ Prévente 2023 station ski	62.5	241 761	223 659
▪ Revenu d'assurance sur sinistre	62.6	265 023	260 448
	63	11 182 710	9 458 462

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	5,45	2025	2044	64	56 038 000	56 031 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67	1 036 796	1 143 128
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	57 074 796	57 174 128
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(454 844)	(484 876)
					72	56 619 952	56 689 252

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		4 753 000			4 753 000
2026	74		4 581 000			4 581 000
2027	75		4 271 000			4 271 000
2028	76		4 016 000			4 016 000
2029	77		3 942 000			3 942 000
2030 et plus	78		34 475 000		1 036 796	35 511 796
	79		56 038 000		1 036 796	57 074 796
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		56 038 000		1 036 796	57 074 796

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	283 211	137 511
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	283 211	137 511
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	739 600	676 200
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	36 994	37 880
	90	776 594	714 080

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	(	)(
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	31 175 616	178 557		31 354 173
Eaux usées	102	31 159 698	1 575 396	(36 184)	32 771 278
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	39 337 717	1 918 220		41 255 937
Autres					
▪ Parcs, éclairage et autres	104.1	39 280 255	1 281 320	(74 390)	40 635 965
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	29 052 396	219 827	(2 265)	29 274 488
Améliorations locatives	107	713 083			713 083
Véhicules	108	9 513 141	851 930		10 365 071
Ameublement et équipement de bureau	109	3 635 311	68 323		3 703 634
Machinerie, outillage et équipement divers	110	12 711 509	479 264		13 190 773
Terrains	111	2 022 010	131 041	58 762	2 094 289
Autres	112	6 952 693	164 081	(162 462)	7 279 236
	113	205 553 429	6 867 959	(216 539)	212 637 927
Immobilisations en cours	114	483 506	517 340	275 301	725 545
	115	206 036 935	7 385 299	58 762	213 363 472
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	16 362 064	782 027		17 144 091
Eaux usées	117	18 474 833	679 394		19 154 227
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	32 221 962	1 500 498		33 722 460
Autres					
▪ Parcs, éclairage et autres	119.1	11 701 403	1 152 945		12 854 348
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	16 918 342	879 374		17 797 716
Améliorations locatives	122	764 068	16 112		780 180
Véhicules	123	6 182 001	448 100		6 630 101
Ameublement et équipement de bureau	124	3 382 689	82 193		3 464 882
Machinerie, outillage et équipement divers	125	9 583 247	490 252		10 073 499
Autres	126	5 820 204	12 813		5 833 017
	127	121 410 813	6 043 708		127 454 521
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	84 626 122			85 908 951
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Immatriculations, assurances et autres	143.1	480 518
Autres		458 558
▪	144.1	
	145	480 518
		458 558

Note**19. Obligations contractuelles**

Conformément à des contrats de location-exploitation à long terme expirant entre 2025 et 2031, la ville loue des services concernant les télécommunications, la location de photocopieurs, l'exploitation d'une fourrière, le déblaiement de la neige, la collecte des ordures et des matières recyclables et autres. Au 31 décembre 2024, les paiements maximaux exigibles, au cours des prochains exercices aux termes de ces contrats dont la durée initiale dépasse un an, sont les suivants :

2025	6 754 549 \$
2026	5 261 819 \$
2027	4 956 523 \$
2028	2 479 941 \$
2029 et autres	656 704 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Ville de La Tuque s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de La Tuque à combler 10% du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'Habitation du Québec.

Ville de La Tuque s'est engagée envers l'entreprise de transport adapté Autono-Bus Inc. à combler 20% du budget annuel de cet organisme conformément aux dispositions du programme d'aide au transport adapté pour les personnes handicapées du Québec.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La Ville de La Tuque a effectué le cautionnement suivant:

350 000 \$ pour l'opération de sites en tranché et du poste de transbordement de Ville de La Tuque tel qu'exigé par le Ministère de l'Environnement, de la lutte contre les changements climatiques. Cautionnement renouvelé aux 3 ans, échéant le 19 juillet 2027.

136 000 \$ pour le stockage des résidus verts à l'écocentre tel qu'exigé par le Ministère de l'Environnement, de la lutte contre les changements climatiques. Cautionnement renouvelé aux 3 ans, échéant le 7 avril 2026.

La direction de la Ville estime que la probabilité que la Ville ait à engager des coûts significatifs en raison de ce cautionnement est faible. La Ville n'exige aucune contrepartie en échange de ce cautionnement.

B) Auto-assurance

La Ville de La Tuque fait partie d'un regroupement de 13 villes pour un fonds de garantie en responsabilité civile et biens. Une dépense de 32 936 \$ a été imputée à l'exercice financier représentant la variation du placement pour 2024.

C) Poursuites

À la date des états financiers, des poursuites concernant principalement des dommages et intérêts réclamés par des citoyens totalisent des réclamations de 59 342 \$. Le règlement de ces poursuites est actuellement en contestation par les assureurs de Ville de La Tuque dont les couvertures devraient couvrir l'ensemble des demandes. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

D) Autres

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour Ville de La Tuque sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque Ville de La Tuque évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

Étant donné le peu de prêts consentis, la Ville estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Placements de portefeuille

La Municipalité atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Ville de La Tuque ne détient aucun placements de portefeuille autre que dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt, la Municipalité est exposé à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

Ville de La Tuque ne détient aucun emprunts à taux variables.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	26 167 850	26 371 957		26 371 957	23 862 466
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 562 180	2 594 536		2 594 536	2 499 434
Quotes-parts	3	452 480	452 480		452 480	445 510
Transferts	4	7 046 210	8 920 858		8 920 858	7 972 199
Services rendus	5	1 944 330	2 886 418		2 886 418	2 535 702
Imposition de droits	6	411 500	625 244		625 244	599 078
Amendes et pénalités	7	225 000	247 724		247 724	278 550
Revenus de placements de portefeuille	8		45 514		45 514	30 113
Autres revenus d'intérêts	9	771 140	1 251 607		1 251 607	1 220 556
Autres revenus	10	8 000	79 423		79 423	58 954
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	39 588 690	43 475 761		43 475 761	39 502 562
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		2 520 017		2 520 017	13 835 091
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19		38 976		38 976	73 022
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		2 558 993		2 558 993	13 908 113
	22	39 588 690	46 034 754		46 034 754	53 410 675
Charges						
Administration générale	23	5 765 820	5 925 499	130 679	6 056 178	5 486 963
Sécurité publique	24	3 964 170	3 925 070	225 953	4 151 023	4 158 105
Transport	25	7 530 020	7 379 043	2 267 653	9 646 696	9 035 834
Hygiène du milieu	26	5 130 790	5 382 898	1 661 045	7 043 943	7 121 401
Santé et bien-être	27	197 880	490 454		490 454	164 301
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 018 710	6 017 859	80 238	6 098 097	5 810 408
Loisirs et culture	29	6 096 950	6 145 175	1 678 140	7 823 315	7 714 986
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	2 389 120	2 293 770		2 293 770	1 750 280
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		6 043 708	(6 043 708)		
	34	35 093 460	43 603 476		43 603 476	41 242 278
Excédent (déficit) lié aux activités	35	4 495 230	2 431 278		2 431 278	12 168 397

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	4 495 230	2 431 278	12 168 397
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(2 558 993)	(13 908 113)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 495 230	(127 715)	(1 739 716)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		6 043 708	5 966 169
Produit de cession	5		56 283	22 072
(Gain) perte sur cession	6		2 479	(14 598)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		6 102 470	5 973 643
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		357 871	218 989
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		32 936	6 310
	15		390 807	225 299
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		74 127	465 159
Remboursement de la dette à long terme	17 (	)	(4 821 452)	(4 208 437)
	18		(4 747 325)	(3 743 278)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(1 637 769)	(1 064 164)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		250 000	
Excédent de fonctionnement affecté	21			1 000 000
Réserves financières et fonds réservés	22		285 793	(396 793)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		20 348	(15 130)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		(1 081 628)	(476 087)
	26		664 324	1 979 577
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 495 230	536 609	239 861

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	2 558 993	13 908 113
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	323 144)(	152 245)
Sécurité publique	3 (	117 920)(	53 709)
Transport	4 (	4 037 555)(	10 695 731)
Hygiène du milieu	5 (	2 099 361)(	3 010 664)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	56 693)(	67 869)
Loisirs et culture	8 (	750 626)(	719 930)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	7 385 299)(	14 700 148)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	285 366)(	570 912)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	12 171 928	4 036 295
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	1 637 769	1 064 164
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	284 539	689 179
	19	1 922 308	1 753 343
	20	6 423 571	(9 481 422)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	8 982 564	4 426 691

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1	147 094	150 752	136 033
Autre	2	11 972 286	11 553 959	11 282 322
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3	34 192	34 194	28 724
Autres	4	2 811 528	2 513 005	2 436 343
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	9 715 820	10 756 400	10 058 294
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	2 162 400	2 091 804	1 539 604
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	226 720	201 966	210 676
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	6 193 650	6 193 650	5 643 120
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	1 489 950	3 418 629	3 592 481
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		6 043 708	5 966 169
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Mauvaises créances	21.1	339 820	645 409	348 512
	22	35 093 460	43 603 476	41 242 278

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	45 514	30 113
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	32 288	28 568
Autres revenus	3		
	4	77 802	58 681
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7		
	8		
Autres charges	9		9
	10		9
Excédent (déficit) de l'exercice	11	77 802	58 672
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	853 875	753 696
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	4 265	7 646
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	470 483	595 811
Provision pour moins-value	16 (	)(	)
	17	470 483	595 811
	18	1 328 623	1 357 153
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	1 036 796	1 143 128
	22	1 036 796	1 143 128
Solde du Fonds local d'investissement	23	291 827	214 025
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	853 875	753 696
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	853 875	753 696

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts sont octroyés selon les consignes du gouvernement du Québec. En 2024, aucun pardon de prêts n'a été consenti.

Note sur la dette à long terme

La dette à long terme représente la dette due au gouvernement du Québec dans le cadre des prêts FLI, FLI-PAUPME (avec et sans volet AERAM) et FLI-FEUX DE FORÊT, net des pardons de prêts consentis. Le début des remboursements de la dette FLI est prévu en 2026, la dette FLI-PAUPME ainsi que FLI-FEUX DE FORÊT un remboursement unique est prévu en 2030.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	1 395 034	1 067 529
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	57 830	51 172
	3	1 452 864	1 118 701
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4	401 870	293 315
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6	275 321	127 305
	7	677 191	420 620
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
▪ Camionnette	8.1		56 303
▪ Ameublement bureau	8.2	1 158	2 062
▪ Amélioration route prioritaire	8.3	324 638	236 942
▪ Réfection et amélioration chemins forestiers	8.4	444 523	402 774
▪ Services professionnels (environnemental)	8.5	5 354	
	9	775 673	698 081
	10	1 452 864	1 118 701
Excédent (déficit) de l'exercice	11		

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	6 171 044	5 725 249
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	61 400	43 549
Provision pour créances douteuses	15 (	)(	)
	16	61 400	43 549
Autres	17		
	18	6 232 444	5 768 798
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	19		
Créditeurs et charges à payer	20	3 296 040	2 859 429
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	21	2 936 404	2 909 369
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	22		
Autres	23		
Autres	24		
	25	6 232 444	5 768 798
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	26		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 883 156	4 596 548
Excédent de fonctionnement affecté	2	90 735	90 735
Réserves financières et fonds réservés	3	5 737 687	4 291 102
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 237 517)(	1 390 251)
Financement des investissements en cours	5	10 675 257	3 740 208
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	44 996 393	51 386 091
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	65 145 711	62 714 433
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 883 156	4 596 548
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	4 883 156	4 596 548
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Parent	12.1	22 507	22 507
▪ La Croche	12.2	68 228	68 228
▪ Ville de La Tuque	12.3		
	13	90 735	90 735
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	90 735	90 735

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Référendum et élection	17.1	225 158	187 158
▪ Évaluation foncière	17.2	124 958	85 563
	18	350 116	272 721
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	1 083 151	897 659
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	3 446 279	2 359 380
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27	858 141	761 342
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29		
Autres			
▪	30.1		
	31	5 387 571	4 018 381
	32	5 737 687	4 291 102

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	()	()
	39	()	()
Assainissement des sites contaminés	40	()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres			
▪	43.1	()	()
	44	()	()
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	()	()
Utilisation du fonds de roulement	46	()	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	()	()
Utilisation du fonds de roulement	48	()	()
Autres			
▪	49.1	()	()
	50	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	()	()
Mesure relative à la COVID-19	52	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	291 109	305 879
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	1 036 796	1 143 128
Autres			
▪ Dette programme de revitalisation	55.1	597 903	778 385
	56	1 925 808	2 227 392
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57	291 109	301 311
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	470 482	595 811
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪ Subvention recevoir dette de fonctionnement	61.1	(73 300)	(59 981)
	62	688 291	837 141
	63	1 237 517	1 390 251

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	10 693 419	4 882 123
Investissements à financer	65 (	18 162)(	1 141 915)
	66	10 675 257	3 740 208
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	85 908 951	84 626 122
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69	470 482	595 811
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	1 870 137	1 889 225
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	5 474 967	5 435 991
	72	93 724 537	92 547 149
Ajustements aux éléments d'actif	73	(469 193)	(594 527)
	74	93 255 344	91 952 622
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	56 619 952)(	56 689 252)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	454 844)(	484 876)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	6 890 038	14 380 205
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	1 925 807	2 227 392
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	48 258 951)(	40 566 531)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	48 258 951)(	40 566 531)
	83	44 996 393	51 386 091

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de La Tuque, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2022, est un régime contributif de type salaire carrière et les crédits de rente pour les services au 1er janvier 2014 sont basés sur le salaire final moyen et le maximum des gains admissibles (MGA) moyen au 31 décembre 2013. La rente annuelle d'un participant est égale à 2% de son salaire final moyen 5 ans moins une coordination à compter de 65 ans. À compter du 1er février 2016, l'employeur et les employés cotisent à part égales à un fond de stabilisation. Le régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	137 511	(201 689)
Charge de l'exercice	4 (	739 600)(	676 200)
Cotisations versées par l'employeur	5	885 300	1 015 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	283 211	137 511
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	26 035 800	25 207 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	27 549 400)(	26 606 600)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(1 513 600)	(1 399 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	1 796 811	1 536 811
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	283 211	137 511
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	283 211	137 511
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	26 035 800	25 207 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	27 549 400)(	26 606 600)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	1 513 600)(	1 399 300)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	879 000	855 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	879 000	855 700
Cotisations salariales des employés	21 (	499 300)(	485 600)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	379 700	370 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	291 300	246 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	671 000	616 800
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	1 610 400	1 551 500
Rendement espéré des actifs	32 (	1 541 800)(	1 492 100)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	68 600	59 400
Charge de l'exercice	34	739 600	676 200
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	923 500	839 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	1 541 800)(	1 492 100)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(618 300)	(653 100)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	67 000	(15 900)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	1 479 600	1 535 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	25 201 100	23 387 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	1 363 500	1 311 900
DMERCA du nouveau volet	45	15	16
DMERCA de l'ancien volet	46	15	16
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪ Taux d'actualisation (nouveau volet - fin d'exercice)	52.1	6	6

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7
Description du régime		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	8 842	9 064
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	29 798	30 546
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	7 196	7 334
	121	36 994	37 880

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	16 096 367	13 957 468
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	3 814 369	3 530 064
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7	75 481	93 904
Activités de fonctionnement	8	787 238	741 674
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	20 773 455	18 323 110
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	1 534 840	1 526 328
Égout	13	657 788	654 140
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	3 189 234	3 122 462
Autres			
▪ ivelage et déneigement	16.1		68 447
▪ Taxe de secteur	16.2	93 013	55 032
Centres d'urgence 9-1-1	17	77 004	67 372
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	5 551 879	5 493 781
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24	46 623	45 575
	25	46 623	45 575
	26	5 598 502	5 539 356
	27	26 371 957	23 862 466

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	121 474	110 205
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30	811 009	811 009
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	825 966	792 978
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	757 342	723 954
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	2 515 791	2 438 146
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36	52 711	54 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37	710	650
Taxes d'affaires	38		
	39	53 421	54 650
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44	25 324	6 638
	45	25 324	6 638
	46	2 594 536	2 499 434

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	82 958	93 148
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50	58 306	14 520
Sécurité civile	51		
Autres	52		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53	928 446	1 010 880
Enlèvement de la neige	54	691 941	448 795
Autres	55		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56	334 981	296 702
Transport adapté	57	148 399	163 427
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62	12 630	13 800
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	142	294
Réseau de distribution de l'eau potable	64	44 592	48 996
Traitement des eaux usées	65		
Réseaux d'égout	66	44 592	48 996
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67		15 547
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		3 341
Autres	74		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79	26 099	1 799
Rénovation urbaine	80	155 118	75 020
Promotion et développement économique	81	571 869	1 243 959
Autres	82	129 111	153 826
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83	223 931	211 368
Activités culturelles			
Bibliothèques	84	47 318	44 961
Autres	85	179 879	183 077
Réseau d'électricité	86		
	87	3 680 312	4 072 456

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88	11 811	37 662
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93	50 308	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94	380 000	34 593
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101	1 187 013	7 599 894
Transport par eau	102		
Autres	103	22 870	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105		2 066 184
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107		2 066 184
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112	223 750	991 672
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123	131 171	56 303
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124	461 292	841 986
Activités culturelles			
Bibliothèques	125	51 802	6 401
Autres	126		134 212
Réseau d'électricité	127		
	128	2 520 017	13 835 091

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130	1 128 392	1 121 987
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	227 037	227 887
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	737 162	501 751
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	586 453	179 361
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	1 755 822	1 290 566
Autres	138	805 680	578 191
	139	5 240 546	3 899 743
TOTAL DES TRANSFERTS	140	11 440 875	21 807 290

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143	45 250	44 550
	144	45 250	44 550
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	45 250	44 550

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	185		
Évaluation	186	9 680	485
Autres	187	106 027	110 511
	188	115 707	110 996
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191	41 654	74 257
Sécurité civile	192		
Autres	193	70 837	25 482
	194	112 491	99 739
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	195		
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197	40 782	37 800
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202		
	203	40 782	37 800
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
Réseau de distribution de l'eau potable	205	2 411	7 148
Traitement des eaux usées	206		
Réseaux d'égout	207		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208	364 905	353 019
Matières recyclables	209		
Autres	210		
Cours d'eau	211	2 475	2 103
Protection de l'environnement	212	116 813	141 488
Autres	213	18 321	77 087
	214	504 925	580 845

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)			
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218	56 127	56 790
	219	56 127	56 790
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220	851	1 486
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222	54 888	29 576
Autres	223	1 275 970	934 630
	224	1 331 709	965 692
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225	677 822	637 588
Activités culturelles			
Bibliothèques	226	1 605	1 702
Autres	227		
	228	679 427	639 290
Réseau d'électricité			
	229		
	230	2 841 168	2 491 152
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	2 886 418	2 535 702

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232	148 485	149 547
Droits de mutation immobilière	233	476 759	449 531
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236	625 244	599 078
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	237	247 724	278 550
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	238	45 514	30 113
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	239	1 251 607	1 220 556
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	(2 479)	14 598
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247	102 250	29 226
Redevances réglementaires	248		
Autres	249	(20 348)	15 130
	250	79 423	58 954
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	251		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Réalizations 2024			Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	692 549	15 590	708 139	751 286
Greffé et application de la loi	2	863 726	18 341	882 067	956 580
Gestion financière et administrative	3	1 278 538	80 862	1 359 400	1 400 381
Évaluation	4	738 925	1 794	740 719	829 453
Gestion du personnel	5	613 366	192	613 558	847 822
Autres					
▪ Communications, technique et autres	6.1	1 738 395	13 900	1 752 295	701 441
	7	5 925 499	130 679	6 056 178	5 486 963
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	1 733 710		1 733 710	1 658 714
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	1 709 856	215 885	1 925 741	2 060 628
Sécurité civile	11	11 414	10 068	21 482	21 294
Autres	12	470 090		470 090	417 469
	13	3 925 070	225 953	4 151 023	4 158 105
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	3 319 169	1 531 728	4 850 897	4 513 334
Enlèvement de la neige	15	2 825 905	23 751	2 849 656	2 600 127
Éclairage des rues	16	193 759	70 163	263 922	328 943
Circulation et stationnement	17	239 916	39 574	279 490	359 415
Transport collectif					
Transport en commun	18	649 896		649 896	532 601
Transport aérien	19	150 398	599 653	750 051	698 819
Transport par eau	20				
Autres	21		2 784	2 784	2 595
	22	7 379 043	2 267 653	9 646 696	9 035 834

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Réalizations 2024			Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	503 501	332 702	836 203	883 936
Réseau de distribution de l'eau potable	24	441 875	475 971	917 846	1 032 752
Traitement des eaux usées	25	540 034	308 283	848 317	930 616
Réseaux d'égout	26	676 508	377 044	1 053 552	757 598
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	965 688	28 737	994 425	785 166
Élimination	28	1 224 458	61 914	1 286 372	1 697 461
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	546 130		546 130	476 634
Tri et conditionnement	30	286 441	76 394	362 835	393 457
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33	122 691		122 691	122 435
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	18 730		18 730	9 516
Protection de l'environnement	38	56 842		56 842	31 830
Autres	39				
	40	5 382 898	1 661 045	7 043 943	7 121 401
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	439 393		439 393	109 261
Autres	42				
Sécurité du revenu	43				
Autres	44	51 061		51 061	55 040
	45	490 454		490 454	164 301

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Réalizations 2024			Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 091 671	16 213	1 107 884	1 145 270
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	2 856 792	8 100	2 864 892	2 977 042
Tourisme	50	569 909		569 909	532 377
Autres	51	46 623		46 623	45 575
Autres	52	1 452 864	55 925	1 508 789	1 110 144
	53	6 017 859	80 238	6 098 097	5 810 408
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	223 605	182 412	406 017	399 171
Patinoires intérieures et extérieures	55	802 970	125 245	928 215	942 542
Piscines, plages et ports de plaisance	56	70 233	45 339	115 572	124 039
Parcs et terrains de jeux	57	2 318 360	618 268	2 936 628	2 855 168
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60	1 989 528	362 094	2 351 622	2 251 841
	61	5 404 696	1 333 358	6 738 054	6 572 761
Activités culturelles					
Centres communautaires	62				
Bibliothèques	63	480 094	16 790	496 884	492 446
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66	260 385	327 992	588 377	649 779
	67	740 479	344 782	1 085 261	1 142 225
	68	6 145 175	1 678 140	7 823 315	7 714 986

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	1 941 391		1 941 391	1 407 479
Autres frais	71	150 413		150 413	132 125
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72	68 600		68 600	59 400
Autres	73	133 366		133 366	151 276
	74	2 293 770		2 293 770	1 750 280
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	6 043 708 (	6 043 708)		

Renseignements financiers ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	65 000	77 004	67 372
Compensations tenant lieu de taxes	2	302 440	302 448	302 448
Quotes-parts	3	6 646 130	6 646 130	6 088 630
Transferts	4	2 469 610	3 751 560	3 672 322
Services rendus	5	1 255 190	1 992 826	1 631 596
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7	76 500	84 226	94 705
Revenus de placements de portefeuille	8		45 514	30 113
Autres revenus d'intérêts	9		32 288	28 568
Autres revenus	10	2 000	88 930	
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	10 816 870	13 020 926	11 915 754
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15		1 187 013	7 656 197
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17			
Autres	18			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21		1 187 013	7 656 197
	22	10 816 870	14 207 939	19 571 951
Charges				
Administration générale	23	1 090 810	1 131 629	1 112 136
Sécurité publique	24	2 012 240	2 060 819	2 072 151
Transport	25	512 240	599 095	461 454
Hygiène du milieu	26	8 000	18 730	9 516
Santé et bien-être	27	197 880	490 454	164 301
Aménagement, urbanisme et développement	28	2 818 790	4 811 722	4 510 494
Loisirs et culture	29	3 418 170	3 538 344	3 454 081
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	467 000	466 664	174 824
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	10 525 130	13 117 457	11 958 957
Excédent (déficit) lié aux activités	34	291 740	1 090 482	7 612 994

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	291 740	1 090 482	7 612 994
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(1 187 013)	(7 656 197)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	291 740	(96 531)	(43 203)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		263 296	191 170
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		263 296	191 170
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		(106 333)	(27 819)
Remboursement de la dette à long terme	17 (	238 600)	(455 200)	(253 000)
	18	(238 600)	(561 533)	(280 819)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(21 132)	(195 296)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(53 140)	(282 873)	(96 067)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(53 140)	(304 005)	(291 363)
	26	(291 740)	(602 242)	(381 012)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		(698 773)	(424 215)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 187 013	7 656 197
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	)(	)
Sécurité publique	3 (	74 455)(	46 864)
Transport	4 (	815 981)(	8 993 520)
Hygiène du milieu	5 (	)(	)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	67 869)
Loisirs et culture	8 (	)(	)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	890 436)(	9 108 253)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	203 500)(	455 000)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	8 753 060	90 231
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	21 132	195 296
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	228 773	503 083
	19	249 905	698 379
	20	7 909 029	(8 774 643)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	9 096 042	(1 118 446)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1	147 094	150 752	136 033
Autre	2	4 326 266	4 337 825	4 209 567
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3	34 192	34 194	28 724
Autres	4	954 158	897 172	864 231
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	3 630 420	4 344 994	3 635 977
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	435 750	449 514	159 974
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	31 250	17 150	14 850
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	966 000	2 885 856	2 909 601
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	10 525 130	13 117 457	11 958 957

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(698 773)	(424 215)
Excédent de fonctionnement affecté	2		
Réserves financières et fonds réservés	3	1 146 862	1 027 230
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(566 314)	(547 317)
Financement des investissements en cours	5	7 987 221	(1 108 820)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪	9.1		
	10		

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪ Évaluation foncière	11.1	124 958	85 563
	12	124 958	85 563
Fonds réservés			
Fonds de roulement	13	156 527	130 961
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14	7 236	49 364
Montant non réservé	15		
Fonds local d'investissement	16	858 141	761 342
Fonds local de solidarité	17		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18		
Autres			
▪	19.1		
	20	1 021 904	941 667
	21	1 146 862	1 027 230

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25 (	)(
Autres	26 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27 (	)(
	28 (	)(
Assainissement des sites contaminés	29 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	30 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	31 (	)(
Autres		
▪	32.1 (	)(
	33 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	34 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	35 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	36 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	37 (	)(
Autres		
▪	38.1 (	)(
	39 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	40 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	41 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	42 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	43 (	1 036 796)(1 143 128)
Autres		
▪	44.1 (	)(
	45 (	1 036 796)(1 143 128)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	46		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	47		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	48	470 482	595 811
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	49		
Autres			
▪	50.1		
	51	470 482	595 811
	52	(566 314)	(547 317)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	53	7 987 221	29 919
Investissements à financer	54	()	(1 138 739)
	55	7 987 221	(1 108 820)

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES	Réalizations	
	2024	2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	
Autres		
▪	16.1	
Centres d'urgence 9-1-1	17	77 004
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	77 004
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	77 004
	27	77 004

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2024	2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30	302 448	302 448
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	302 448	302 448
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	302 448	302 448

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS	Réalisations	
	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT		
Administration générale	47	
Sécurité publique		
Police	48	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	49	
Autres	50	58 306
Sécurité civile	51	
Autres	52	14 520
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	53	
Enlèvement de la neige	54	
Autres	55	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	56	334 981
Transport adapté	57	
Transport scolaire	58	
Autres	59	296 702
Transport aérien	60	
Transport par eau	61	
Autres	62	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	
Réseau de distribution de l'eau potable	64	
Traitement des eaux usées	65	
Réseaux d'égout	66	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	67	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	68	
Tri et conditionnement	69	
Autres	70	
Autres	71	
Cours d'eau	72	
Protection de l'environnement	73	
Autres	74	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations	
	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	75	
Autres	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	9 098
Rénovation urbaine	80	1 799
Promotion et développement économique	81	504 820
Autres	82	1 108 944
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	6 673
Activités culturelles		4 125
Bibliothèques	84	47 318
Autres	85	44 961
Réseau d'électricité		
	86	8 552
	87	8 332
	1 082 484	1 633 209

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations	
	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	88	
Sécurité publique		
Police	89	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	90	
Autres	91	
Sécurité civile	92	
Autres	93	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	94	
Enlèvement de la neige	95	
Autres	96	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	97	
Transport adapté	98	
Transport scolaire	99	
Autres	100	
Transport aérien	101	1 187 013
Transport par eau	102	7 599 894
Autres	103	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	
Réseau de distribution de l'eau potable	105	
Traitement des eaux usées	106	
Réseaux d'égout	107	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	108	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	109	
Tri et conditionnement	110	
Autres	111	
Autres	112	
Cours d'eau	113	
Protection de l'environnement	114	
Autres	115	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations	
	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	116	
Autres	117	
Sécurité du revenu	118	
Autres	119	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	120	
Rénovation urbaine	121	
Promotion et développement économique	122	
Autres	123	56 303
Loisirs et culture		
Activités récréatives	124	
Activités culturelles		
Bibliothèques	125	
Autres	126	
Réseau d'électricité	127	
	128	
	1 187 013	7 656 197

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations	
		2024	2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130		
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	227 037	227 887
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	1 636 359	1 233 035
Autres	138	805 680	578 191
	139	2 669 076	2 039 113
TOTAL DES TRANSFERTS	140	4 938 573	11 328 519

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS	Réalisations	
	2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX		
Administration générale		
Greffé et application de la loi	141	
Évaluation	142	
Autres	143	
	144	
Sécurité publique		
Police	145	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	146	
Autres	147	
Sécurité civile	148	
Autres	149	
	150	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	151	
Enlèvement de la neige	152	
Autres	153	
Transport collectif	154	
Autres	155	
	156	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	
Réseau de distribution de l'eau potable	158	
Traitement des eaux usées	159	
Réseaux d'égout	160	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	161	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	162	
Tri et conditionnement	163	
Autres	164	
Autres	165	
Cours d'eau	166	
Protection de l'environnement	167	
Autres	168	
	169	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations	
	2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	170	
Autres	171	
Autres	172	
	173	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	174	
Rénovation urbaine	175	
Promotion et développement économique	176	
Autres	177	
	178	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	179	
Activités culturelles		
Bibliothèques	180	
Autres	181	
	182	
Réseau d'électricité	183	
	184	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations	
		2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	185		
Évaluation	186	9 680	
Autres	187		
	188	9 680	
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191	41 654	74 257
Sécurité civile	192		
Autres	193		
	194	41 654	74 257
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	195		
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202		
	203		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
Réseau de distribution de l'eau potable	205		
Traitement des eaux usées	206		
Réseaux d'égout	207		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208		
Matières recyclables	209		
Autres	210		
Cours d'eau	211	2 475	2 103
Protection de l'environnement	212		
Autres	213		
	214	2 475	2 103

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations	
		2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218	56 127	56 790
	219	56 127	56 790
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220	851	1 486
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222	54 888	29 576
Autres	223	1 275 970	934 630
	224	1 331 709	965 692
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225	549 576	531 052
Activités culturelles			
Bibliothèques	226	1 605	1 702
Autres	227		
	228	551 181	532 754
Réseau d'électricité			
	229		
	230	1 992 826	1 631 596
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 992 826	1 631 596

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232		
Droits de mutation immobilière	233		
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236		
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	84 226	94 705
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238	45 514	30 113
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	32 288	28 568
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247	88 930	
Redevances réglementaires	248		
Autres	249		
	250	88 930	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1		
Greffé et application de la loi	2	340 862	284 477
Gestion financière et administrative	3		
Évaluation	4	738 925	827 659
Gestion du personnel	5		
Autres			
▪ Communication	6.1	51 842	
	7	1 131 629	1 112 136
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	8	77 004	67 372
Sécurité incendie			
Premiers répondants	9		
Autres	10	1 971 446	1 967 586
Sécurité civile	11	12 369	37 193
Autres	12		
	13	2 060 819	2 072 151
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14		
Enlèvement de la neige	15		
Éclairage des rues	16		
Circulation et stationnement	17		
Transport collectif			
Transport en commun	18	448 697	325 173
Transport aérien	19	150 398	136 281
Transport par eau	20		
Autres	21		
	22	599 095	461 454

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23		
Réseau de distribution de l'eau potable	24		
Traitement des eaux usées	25		
Réseaux d'égout	26		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27		
Élimination	28		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29		
Tri et conditionnement	30		
Matières organiques			
Collecte et transport	31		
Traitement	32		
Matériaux secs	33		
Autres	34		
Plan de gestion	35		
Autres	36		
Cours d'eau	37	18 730	9 516
Protection de l'environnement	38		
Autres	39		
	40	18 730	9 516
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Habitation			
Logement social	41	439 393	109 261
Autres	42		
Sécurité du revenu	43		
Autres	44	51 061	55 040
	45	490 454	164 301
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	46	263 641	254 355
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	47		
Autres biens	48		
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	49	2 589 830	2 712 235
Tourisme	50	505 387	481 506
Autres	51		
Autres	52	1 452 864	1 062 398
	53	4 811 722	4 510 494

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	54	162 378	137 533
Patinoires intérieures et extérieures	55	753 533	768 963
Piscines, plages et ports de plaisance	56		
Parcs et terrains de jeux	57	523 699	450 007
Parcs régionaux	58		
Expositions et foires	59		
Autres	60	1 408 639	1 412 185
	61	2 848 249	2 768 688
Activités culturelles			
Centres communautaires	62		
Bibliothèques	63	480 095	475 393
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	64		
Autres ressources du patrimoine	65		
Autres	66	210 000	210 000
	67	690 095	685 393
	68	3 538 344	3 454 081
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ			
	69		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	70	449 514	159 974
Autres frais	71		
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	72	17 150	14 850
Autres	73		
	74	466 664	174 824
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	75		

Compétences de nature locale

Renseignements financiers audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	26 102 850	26 294 953	23 795 094
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 259 740	2 292 088	2 196 986
Quotes-parts	3			
Transferts	4	4 576 600	5 169 298	4 299 877
Services rendus	5	689 140	893 592	904 106
Imposition de droits	6	411 500	625 244	599 078
Amendes et pénalités	7	148 500	163 498	183 845
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	771 140	1 219 319	1 191 988
Autres revenus	10	6 000	(9 507)	58 954
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	34 965 470	36 648 485	33 229 928
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15		1 333 004	6 178 894
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17			
Autres	18			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21		1 333 004	6 178 894
	22	34 965 470	37 981 489	39 408 822
Charges				
Administration générale	23	5 601 852	5 720 712	5 041 145
Sécurité publique	24	3 860 391	3 772 712	3 548 478
Transport	25	7 393 262	7 155 430	6 651 199
Hygiène du milieu	26	5 129 124	5 370 502	5 520 184
Santé et bien-être	27	155 600	155 600	141 092
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 170 982	1 177 199	1 204 966
Loisirs et culture	29	5 528 649	5 456 700	5 277 752
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	1 922 120	1 827 106	1 575 456
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	30 761 980	30 635 961	28 960 272
Excédent (déficit) lié aux activités	34	4 203 490	7 345 528	10 448 550

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	4 203 490	7 345 528	10 448 550
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(1 333 004)	(6 178 894)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 203 490	6 012 524	4 269 656
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		56 282	22 072
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7		2 479	(14 598)
	8		58 761	7 474
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		29 042	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		32 936	6 310
	15		61 978	6 310
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	106 090	74 127	175 159
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 875 780)	(4 300 719)	(3 927 618)
	18	(3 769 690)	(4 226 592)	(3 752 459)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	538 670)	(1 616 636)	(868 867)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		250 000	1 000 000
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	104 870	674 999	17 094
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		20 348	(15 130)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(433 800)	(671 289)	133 097
	26	(4 203 490)	(4 777 142)	(3 605 578)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 235 382	664 078

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 333 004	6 178 894
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	323 144)(	152 245)
Sécurité publique	3 (	43 465)(	6 845)
Transport	4 (	3 221 574)(	1 702 211)
Hygiène du milieu	5 (	2 099 361)(	3 010 664)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	56 693)(	)
Loisirs et culture	8 (	750 626)(	719 930)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	6 494 863)(	5 591 895)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	42 890)(	42 890)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 418 869	3 946 064
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	1 616 636	868 867
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	55 766	186 096
	19	1 672 402	1 054 963
	20	(1 446 482)	(633 758)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(113 478)	5 545 136

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	7 646 020	7 216 134	7 072 755
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 857 370	1 615 833	1 572 112
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	12 279 050	12 605 056	12 065 437
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 726 650	1 642 290	1 379 630
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	195 470	184 816	195 826
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	6 193 650	6 193 650	5 643 120
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	523 950	532 773	682 880
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Mauvaises créances et réclamations	21.1	339 820	645 409	348 512
	22	30 761 980	30 635 961	28 960 272

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 581 925	5 020 759
Excédent de fonctionnement affecté	2	90 735	90 735
Réserves financières et fonds réservés	3	4 590 825	3 263 872
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	671 203)(	842 934)
Financement des investissements en cours	5	2 688 036	4 849 028
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Surplus affecté Parent	9.1	22 507	22 507
▪ Surplus affecté La Croche	9.2	68 228	68 228
▪ Surplus affecté-VLT	9.3		
	10	90 735	90 735
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
▪ Référendums et élections	11.1	225 158	187 158
	12	225 158	187 158
Fonds réservés			
Fonds de roulement	13	926 624	766 698
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14	3 439 043	2 310 016
Montant non réservé	15		
Fonds local d'investissement	16		
Fonds local de solidarité	17		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18		
Autres			
▪	19.1		
	20	4 365 667	3 076 714
	21	4 590 825	3 263 872

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24	()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25	()	()
Autres	26	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27	()	()
	28	()	()
Assainissement des sites contaminés	29	()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	30	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	31	()	()
Autres			
▪	32.1	()	()
	33	()	()
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	34	()	()
Utilisation du fonds de roulement	35	()	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	36	()	()
Utilisation du fonds de roulement	37	()	()
Autres			
▪	38.1	()	()
	39	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	40	()	()
Mesure relative à la COVID-19	41	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	42	291 109	(305 879)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	43	()	()
Autres			
▪ Dette programme revitalisation	44.1	597 903	(859 203)
	45	889 012	(1 165 082)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	46	291 109	301 311
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	47		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	48		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	49		
Autres			
▪ Sub. recevoir dette fonctionnement	50.1	(73 300)	20 837
	51	217 809	322 148
	52 (	671 203)(	842 934)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	53	2 706 198	4 852 204
Investissements à financer	54 (	18 162)(	3 176)
	55	2 688 036	4 849 028

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES		Réalisations	
		2024	2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	16 096 367	13 957 468
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	3 814 369	3 530 064
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7	75 481	93 904
Activités de fonctionnement	8	787 238	741 674
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	20 773 455	18 323 110
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	1 534 840	1 526 328
Égout	13	657 788	654 140
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	3 189 234	3 122 462
Autres			
▪ Nivelage et déneigement	16.1		68 447
▪ Taxes de secteur	16.2	93 013	55 032
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	5 474 875	5 426 409
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24	46 623	45 575
	25	46 623	45 575
	26	5 521 498	5 471 984
	27	26 294 953	23 795 094

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2024	2023
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	121 474	110 205
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30	508 561	508 561
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	825 966	792 978
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	757 342	723 954
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	2 213 343	2 135 698
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36	52 711	54 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37	710	650
Taxes d'affaires	38		
	39	53 421	54 650
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44	25 324	6 638
	45	25 324	6 638
	46	2 292 088	2 196 986

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS	Réalisations		
	2024	2023	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	82 958	93 148
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50		
Sécurité civile	51		
Autres	52		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53	928 446	1 010 880
Enlèvement de la neige	54	691 941	448 795
Autres	55		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57	148 399	163 427
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62	12 630	13 800
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	142	294
Réseau de distribution de l'eau potable	64	44 592	48 996
Traitement des eaux usées	65		
Réseaux d'égout	66	44 592	48 996
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67		15 547
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		3 341
Autres	74		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations	
	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	75	
Autres	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	17 001
Rénovation urbaine	80	155 118
Promotion et développement économique	81	67 049
Autres	82	16 375
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	217 258
Activités culturelles		207 243
Bibliothèques	84	
Autres	85	171 327
Réseau d'électricité	86	174 745
	87	
	2 597 828	2 439 247

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations		
	2024	2023	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88	11 811	37 662
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93	50 308	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94	380 000	34 593
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103	22 870	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105		2 066 184
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107		2 066 184
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112	223 750	991 672
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations		
	2024	2023	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123	131 171	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124	461 292	841 986
Activités culturelles			
Bibliothèques	125	51 802	6 401
Autres	126		134 212
Réseau d'électricité	127		
	128	1 333 004	6 178 894

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations	
		2024	2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130	1 128 392	1 121 987
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	737 162	501 751
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	586 453	179 361
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	119 463	57 531
Autres	138		
	139	2 571 470	1 860 630
TOTAL DES TRANSFERTS	140	6 502 302	10 478 771

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
SERVICES RENDUS		2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143	45 250	44 550
	144	45 250	44 550
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations	
	2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	170	
Autres	171	
Autres	172	
	173	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	174	
Rénovation urbaine	175	
Promotion et développement économique	176	
Autres	177	
	178	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	179	
Activités culturelles		
Bibliothèques	180	
Autres	181	
	182	
Réseau d'électricité	183	
	184	
	45 250	44 550

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations		
	2024	2023	
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	185		
Évaluation	186		485
Autres	187	106 027	110 511
	188	106 027	110 996
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191		
Sécurité civile	192		
Autres	193	70 837	25 482
	194	70 837	25 482
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	195		
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197	40 782	37 800
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202		
	203	40 782	37 800
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
Réseau de distribution de l'eau potable	205	2 411	7 148
Traitement des eaux usées	206		
Réseaux d'égout	207		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208	364 905	353 019
Matières recyclables	209		
Autres	210		
Cours d'eau	211		
Protection de l'environnement	212	116 813	141 488
Autres	213	18 321	77 087
	214	502 450	578 742

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations	
	2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	215	
Autres	216	
Sécurité du revenu	217	
Autres	218	
	219	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	220	
Rénovation urbaine	221	
Promotion et développement économique	222	
Autres	223	
	224	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	225	128 246
Activités culturelles		106 536
Bibliothèques	226	
Autres	227	
	228	128 246
		106 536
Réseau d'électricité	229	
	230	848 342
		859 556
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	893 592
		904 106

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232	148 485	149 547
Droits de mutation immobilière	233	476 759	449 531
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236	625 244	599 078
AMENDES ET PÉNALITÉS		237	163 498
			183 845
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE		238	
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS		239	1 219 319
			1 191 988
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	(2 479)	14 598
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247	13 320	29 226
Redevances réglementaires	248		
Autres	249	(20 348)	15 130
	250	(9 507)	58 954
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION		251	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	692 549	735 695
Greffé et application de la loi	2	756 644	858 671
Gestion financière et administrative	3	1 278 538	1 302 510
Évaluation	4	638 336	609 098
Gestion du personnel	5	613 366	847 630
Autres			
▪ Communications, technique et autres	6.1	1 741 279	687 541
	7	5 720 712	5 041 145
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	8	1 656 706	1 591 342
Sécurité incendie			
Premiers répondants	9		
Autres	10	1 892 385	1 746 310
Sécurité civile	11	50 078	51 172
Autres	12	173 543	159 654
	13	3 772 712	3 548 478
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	3 319 169	3 013 340
Enlèvement de la neige	15	2 825 905	2 575 126
Éclairage des rues	16	193 759	280 359
Circulation et stationnement	17	239 916	336 354
Transport collectif			
Transport en commun	18	276 846	236 944
Transport aérien	19	299 835	209 076
Transport par eau	20		
Autres	21		
	22	7 155 430	6 651 199

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	503 501	553 267
Réseau de distribution de l'eau potable	24	441 875	569 699
Traitement des eaux usées	25	540 034	619 267
Réseaux d'égout	26	676 508	433 651
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	965 688	754 202
Élimination	28	1 224 458	1 627 910
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29	546 130	476 634
Tri et conditionnement	30	286 441	325 727
Matières organiques			
Collecte et transport	31		
Traitement	32		
Matériaux secs	33	122 691	122 435
Autres	34		
Plan de gestion	35		
Autres	36		
Cours d'eau	37	6 334	5 562
Protection de l'environnement	38	56 842	31 830
Autres	39		
	40	5 370 502	5 520 184
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Habitation			
Logement social	41	155 600	141 092
Autres	42		
Sécurité du revenu	43		
Autres	44		
	45	155 600	141 092
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	46	762 002	809 051
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	47		
Autres biens	48		
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	49	304 052	299 469
Tourisme	50	64 522	50 871
Autres	51	46 623	45 575
Autres	52		
	53	1 177 199	1 204 966

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	54	170 287	192 283
Patinoires intérieures et extérieures	55	683 074	671 558
Piscines, plages et ports de plaisance	56	70 233	78 157
Parcs et terrains de jeux	57	2 200 991	2 194 523
Parcs régionaux	58		
Expositions et foires	59		
Autres	60	1 676 545	1 503 457
	61	4 801 130	4 639 978
Activités culturelles			
Centres communautaires	62		
Bibliothèques	63	415 164	385 896
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	64		
Autres ressources du patrimoine	65		
Autres	66	240 406	251 878
	67	655 570	637 774
	68	5 456 700	5 277 752
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	70	1 491 877	1 247 505
Autres frais	71	150 413	132 125
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	72	51 450	44 550
Autres	73	133 366	151 276
	74	1 827 106	1 575 456
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	20
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	21
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	22
Questionnaire	23
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	25
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	26
Analyse de la charge de quotes-parts	27

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		74 216
Usines de traitement de l'eau potable	2	178 557	24 495
Usines et bassins d'épuration	3	435 871	8 215
Conduites d'égout	4	1 217 184	1 658 735
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 141 440	1 231 554
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	149 188	99 247
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	344 070	329 846
Autres infrastructures	11	881 356	9 067 440
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	239 926	230 088
Édifices communautaires et récréatifs	14	86 675	231 816
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	862 194	338 969
Ameublement et équipement de bureau	18	58 059	122 471
Machinerie, outillage et équipement divers	19	487 269	559 819
Terrains	20	131 041	
Autres	21	172 469	723 237
	22	7 385 299	14 700 148

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		74 216
Usines de traitement de l'eau potable	2	178 557	24 495
Usines et bassins d'épuration	3	435 871	8 215
Conduites d'égout	4	1 217 184	1 658 735
Autres infrastructures	5	3 516 054	10 728 087
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	2 037 633	2 206 400
	12	7 385 299	14 700 148

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	2 359 380	2 047 515	960 616	3 446 279
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	16 017 141	(110 227)	734 352	15 172 562
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	23 274 274	3 010 294	(4 244 553)	30 529 121
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	41 650 795	4 947 582	(2 549 585)	49 147 962
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	14 352 450	408 418	7 891 555	6 869 313
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	14 352 450	408 418	7 891 555	6 869 313
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	27 755		7 030	20 725
	15	14 380 205	408 418	7 898 585	6 890 038
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	1 143 128		106 332	1 036 796
	18	15 523 333	408 418	8 004 917	7 926 834
	19	57 174 128	5 356 000	5 455 332	57 074 796
Dette en cours de refinancement	20 (	)			)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	57 174 128	5 356 000	5 455 332	57 074 796

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	45 481 300	11 593 496	57 074 796
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	18 162		18 162
Activités de fonctionnement à financer	3			
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
▪	5.1			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	6			
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	3 439 043	7 236	3 446 279
Débiteurs	8	6 869 313		6 869 313
Autres montants	9			
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	2 706 198	7 987 221	10 693 419
Autres				
▪	11.1			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	32 484 908	3 599 039	36 083 947
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats				
Endettement net à long terme	13			
Endettement net à long terme	14	32 484 908	3 599 039	36 083 947
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	15	3 256 638		3 256 638
Communauté métropolitaine	16			
Autres organismes	17			
Endettement total net à long terme	18	35 741 546	3 599 039	39 340 585
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19			
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20			
	21			
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	35 741 546		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	233 780	201 917
Évaluation	2	638 336	609 098
Autres	3	54 726	
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	1 865 887	1 677 513
Sécurité civile	6	42 574	51 172
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	75 647	29 516
Autres	10	299 835	209 076
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12		
Cours d'eau	13	6 334	5 562
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Habitation	16	155 600	141 092
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	(66 028)	(67 410)
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	37 090	42 775
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	2 244 684	2 168 516
Activités culturelles	23	605 185	574 293
Réseau d'électricité	24		
	25	6 193 650	5 643 120

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 385 299	14 700 148
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 385 299	14 700 148

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	33,00	35,00	77 879,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	35,00	405,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	36,00	35,00	110 101,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	68,00	37,50	178 980,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	11,00	37,50	22 629,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	149,00		389 994,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			283 714	82 736	366 450
	10	156,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	483 380				483 380
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	142				142
Réseau de distribution de l'eau potable	3	44 592				44 592
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	44 592				44 592
Autres	6	8 348 152	2 520 017			10 868 169
	7	8 920 858	2 520 017			11 440 875

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	902	1 280
Autres	3	197 134	205 908
	4	198 036	207 188
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	24 071	28 244
Sécurité civile	8	7 196	7 842
Autres	9		
	10	31 267	36 086
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	382 247	341 198
Enlèvement de la neige	12	12 468	10 381
Autres	13	14 478	14 123
Transport collectif	14		
Autres	15	447 724	133 649
	16	856 917	499 351
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	55 955	57 414
Réseau de distribution de l'eau potable	18	236 290	173 183
Traitement des eaux usées	19	14 138	4 778
Réseaux d'égout	20	262 147	191 255
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	7 261	7 884
Matières recyclables	22	115 849	53 863
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	691 640	488 377
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	17 214	16 648
Rénovation urbaine	34	30 643	32 403
Promotion et développement économique	35	2 090	2 289
Autres	36	22 330	26 030
	37	72 277	77 370
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	278 751	272 613
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	3 476	4 438
Autres	40	161 406	164 857
	41	443 633	441 908
Réseau d'électricité			
	42		
	43	2 293 770	1 750 280

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Chagnon, Éric	1.1	Conseiller	21 684	9 793		
Dubé, Clément	1.2	Conseiller	21 684	9 793		
Duchesne, Dorys	1.3	Conseiller	21 684	9 793		
Fortin, François	1.4	Conseiller	21 684	9 793		
Gaudreault, Claude	1.5	Conseiller	21 684	9 793		
Martel, Luc	1.6	Maire	75 406	19 423		
Pronovost, Michel	1.7	Conseiller	21 684	9 793		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 800 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 47 968 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 15 585 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 1 691 \$

Ligne 3 : Autres revenus \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses \$

Ligne 9 : Autres charges \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 450 088 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille \$

Ligne 14 : Débiteurs 1 457 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 30 824 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer \$

Ligne 20 : Revenus reportés \$

Ligne 21 : Dette à long terme 422 373 \$

Ligne 24 : Libres 450 088 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 587 915 \$

Constatés au cours de l'exercice \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 587 915 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	3 211 \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	8 062 \$
Ligne 3 : Autres revenus	28	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	28 126 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	483 \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	176 820 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	189 075 \$
Ligne 24 : Libres	41	28 126 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024	65		X
	66		
	67	_____ \$	
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024 Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024			
	68	\$	
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du <i>Volet entretien</i> du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)			
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	70	_____ 522 208 \$	
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été			
Systèmes de sécurité	71	3 927 \$	
Chaussées pavées - entretien préventif	72	\$	
Chaussées pavées - entretien palliatif	73	24 010 \$	
Chaussées en gravier - entretien préventif	74	55 646 \$	
Chaussées en gravier - entretien palliatif	75	34 285 \$	
Systèmes de drainage	76	339 \$	
Abords de routes	77	656 \$	
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	78	118 863 \$	
b) Dépenses d'investissement			
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	79	_____ \$	
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	80	384 070 \$	
c) Total des frais encourus admissibles	81	1 025 141 \$	
d) Description des dépenses d'investissement ▪ Relatives à l'entretien d'hiver :			
Aucune dépense effectuée.			
▪ Relatives à l'entretien d'été :			
Achat de pelle sur roues avec débrousailluse			
e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :			
f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :			

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | <u>VLT-2025-04-110</u> |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | 2025-04-15 |

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------------------|
| a) Numéro de la résolution | 85 | <u>VLT-2019-11-299</u> |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2019-11-19 |

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|----------|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | <u>1</u> |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | 9 |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|----|---|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | 3 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- | | | |
|--|----|-------|
| h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | 1 215 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | 614 |
| j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | 1 |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐
☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

Annexe
Autres renseignements financiers non audités
non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	815 981	8 993 520
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	14 362	14 544
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	10 264	56 303
Ameublement et équipement de bureau	18		11 566
Machinerie, outillage et équipement divers	19	49 829	32 320
Terrains	20		
Autres	21		
	22	890 436	9 108 253

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	815 981	8 993 520
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	74 455	114 733
	12	890 436	9 108 253

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
90012	Ville de La Tuque	1.1	6 193 650
90017	Municipalité de La Bostonnais	1.2	228 100
90027	Municipalité de Lac-Édouard	1.3	224 380
		2	6 646 130
Certaines municipalités			
		3.1	
		4	
		5	6 646 130

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

OUI NON

- | | | |
|--|----|--|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> <div style="text-align: right;">300 000 \$</div> |
| 2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? | 2 | <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : | | |
| a) crédits de taxes | 3 | <div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> <div style="text-align: right;">\$</div> |
| b) autres formes d'aide | 4 | <div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> <div style="text-align: right;">\$</div> |
| 3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | | |
| 4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 7 | <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| 5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM? | 8 | <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | | |
| 6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu de l'article 99.1.1 LECCM : | | |
| a) visées par le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? | 10 | <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | | |
| | 11 | <div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> <div style="text-align: right;">\$</div> |
| Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution, les municipalités liées par l'entente et le numéro de règlement : | | |

Compétences de nature locale

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		74 216
Usines de traitement de l'eau potable	2	178 557	24 495
Usines et bassins d'épuration	3	435 871	8 215
Conduites d'égout	4	1 217 184	1 658 735
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 141 440	1 231 554
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	149 188	99 247
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	344 070	329 846
Autres infrastructures	11	65 375	73 920
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	225 564	215 544
Édifices communautaires et récréatifs	14	86 675	231 816
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	851 930	282 666
Ameublement et équipement de bureau	18	58 059	110 905
Machinerie, outillage et équipement divers	19	437 440	527 499
Terrains	20	131 041	
Autres	21	172 469	723 237
	22	6 494 863	5 591 895

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		74 216
Usines de traitement de l'eau potable	2	178 557	24 495
Usines et bassins d'épuration	3	435 871	8 215
Conduites d'égout	4	1 217 184	1 658 735
Autres infrastructures	5	2 700 073	1 734 567
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	1 963 178	2 091 667
	12	6 494 863	5 591 895

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	233 780	201 917
Évaluation	2	638 336	609 098
Autres	3	54 726	
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	1 865 887	1 677 513
Sécurité civile	6	42 574	51 172
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	75 647	29 516
Autres	10	299 835	209 076
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12		
Cours d'eau	13	6 334	5 562
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Habitation	16	155 600	141 092
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	(66 028)	(67 410)
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	37 090	42 775
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	2 244 684	2 168 516
Activités culturelles	23	605 185	574 293
Réseau d'électricité			
	24		
	25	6 193 650	5 643 120

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	1
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	3
Notes complémentaires	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Aux membres du conseil de Ville de La Tuque,

Opinion

Nous avons effectué l'audit du tableau de la ventilation des dépenses mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de l'agglomération de Ville de La Tuque (ci-après l'« agglomération »), pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelé collectivement ci-après le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux règlements 6003-2008 et 6004-2008 adoptés par le conseil d'agglomération le 15 janvier 2008 (ci-après les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'agglomération conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation – Référentiel comptable

Le tableau a été préparé afin de permettre à l'agglomération de répondre aux exigences de l'article 70 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'agglomération.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'agglomération;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

MALLETTE SENCRL, Société de comptables professionnels agréés
CPA auditeur, permis de comptabilité publique, no A133953
Ville de La Tuque, Canada, 17 juin 2025

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024						2023
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Éliminations	Total	
		Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations	Budget	Réalisations
								Réalisations
Dépenses								
Administration générale	1	1 090 810	1 131 629	4 675 010	5 720 712	926 842	5 765 820	5 925 499
Sécurité publique	2	2 012 240	2 060 819	1 951 930	3 772 712	1 908 461	3 964 170	3 925 070
Transport	3	512 240	599 095	7 017 780	7 155 430	375 482	7 530 020	7 379 043
Hygiène du milieu	4	8 000	18 730	5 122 790	5 370 502	6 334	5 130 790	5 382 898
Santé et bien-être	5	197 880	490 454		155 600	155 600	197 880	490 454
Aménagement, urbanisme et développement	6	2 818 790	4 811 722	1 199 920	1 177 199	(28 938)	4 018 710	6 017 859
Loisirs et culture	7	3 418 170	3 538 344	2 678 780	5 456 700	2 849 869	6 096 950	6 145 175
Frais de financement	8	467 000	466 664	1 922 120	1 827 106		2 389 120	2 293 770
	9	10 525 130	13 117 457	24 568 330	30 635 961	6 193 650	35 093 460	37 559 768
								35 276 109

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

S.O.

2. Principales méthodes comptables

S.O.

3. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☐☒

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☒☐

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☒☐

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?

9 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

10 ☐☐

8. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?

11 ☒☐

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-17

Nom du signataire : Christine Gervais

Fonction du signataire : Directrice des finances et trésorière

Date de transmission au Ministère : 2025-06-19

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-19 11:08

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023	
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	39 588 690	43 475 761	39 502 562
Investissement	2		2 558 993	13 908 113
	3	39 588 690	46 034 754	53 410 675
Charges				
	4	35 093 460	43 603 476	41 242 278
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	4 495 230	2 431 278	12 168 397
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	(2 558 993)	(13 908 113)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	4 495 230	(127 715)	(1 739 716)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		6 043 708	5 966 169
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		74 127	465 159
Remboursement de la dette à long terme	10 (	)	(4 821 452)	(4 208 437)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	(1 637 769)	(1 064 164)
Excédent (déficit) accumulé	12		556 141	588 077
Autres éléments de conciliation	13		449 569	232 773
	14		664 324	1 979 577
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15	4 495 230	536 609	239 861

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	22 852 458	16 392 990
Débiteurs	2	22 972 358	26 586 144
Prêts	3	470 482	595 811
Placements de portefeuille	4	1 870 137	1 889 225
Autres	5	5 758 178	5 573 502
	6	53 923 613	51 037 672
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		
Créditeurs et charges à payer	9	7 857 815	7 774 272
Revenus reportés	10	11 182 710	9 458 462
Dette à long terme	11	56 619 952	56 689 252
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	75 660 477	73 921 986
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(21 736 864)	(22 884 314)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	85 908 951	84 626 122
Autres	17	973 624	972 625
	18	86 882 575	85 598 747
Excédent (déficit) accumulé	19	65 145 711	62 714 433

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ **AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 883 156	4 596 548
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Parent	2.1	22 507	22 507
▪ La Croche	2.2	68 228	68 228
▪ Ville de La Tuque	2.3		
	3	90 735	90 735
Réserves financières			
▪ Référendum et élection	4.1	225 158	187 158
▪ Évaluation foncière	4.2	124 958	85 563
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	1 083 151	897 659
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	3 446 279	2 359 380
Fonds local d'investissement	7	858 141	761 342
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9		
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11 (	1 237 517)(	1 390 251)
Financement des investissements en cours	12	10 675 257	3 740 208
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	44 996 393	51 386 091
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	65 145 711	62 714 433

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		Compétences de nature locale	Portrait global
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	32 484 908	36 083 947
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	35 741 546	39 340 585
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>			

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	3 446 279	2 359 380
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	30 529 121	23 274 274
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	15 172 562	16 017 141
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	6 869 313	14 352 450
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	1 057 521	1 170 883
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	57 074 796	57 174 128

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	26 167 850	26 371 957	23 862 466
Compensations tenant lieu de taxes	13	2 562 180	2 594 536	2 499 434
Quotes-parts	14	452 480	452 480	445 510
Transferts	15	7 046 210	8 920 858	7 972 199
Services rendus	16	1 944 330	2 886 418	2 535 702
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	636 500	918 482	907 741
Autres	18	779 140	1 331 030	1 279 510
	19	39 588 690	43 475 761	39 502 562
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		2 520 017	13 835 091
Autres	23		38 976	73 022
	24		2 558 993	13 908 113
	25	39 588 690	46 034 754	53 410 675

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2024		Total	Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	5 925 499	130 679	6 056 178	5 486 963
Sécurité publique					
Police	2	1 733 710		1 733 710	1 658 714
Sécurité incendie	3	1 709 856	215 885	1 925 741	2 060 628
Autres	4	481 504	10 068	491 572	438 763
Transport					
Réseau routier	5	6 578 749	1 665 216	8 243 965	7 801 819
Transport collectif	6	800 294	599 653	1 399 947	1 231 420
Autres	7		2 784	2 784	2 595
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	2 161 918	1 494 000	3 655 918	3 604 902
Matières résiduelles	9	3 145 408	167 045	3 312 453	3 475 153
Autres	10	75 572		75 572	41 346
Santé et bien-être	11	490 454		490 454	164 301
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 091 671	16 213	1 107 884	1 145 270
Promotion et développement économique	13	3 473 324	8 100	3 481 424	3 554 994
Autres	14	1 452 864	55 925	1 508 789	1 110 144
Loisirs et culture	15	6 145 175	1 678 140	7 823 315	7 714 986
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	2 293 770		2 293 770	1 750 280
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	37 559 768	6 043 708	43 603 476	41 242 278
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	6 043 708 (	6 043 708)		
	21	43 603 476		43 603 476	41 242 278

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	2 558 993	13 908 113
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	7 385 299)(	14 700 148)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	285 366)(	570 912)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	12 171 928	4 036 295
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	1 637 769	1 064 164
Excédent accumulé	6	284 539	689 179
	7	6 423 571	(9 481 422)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	8 982 564	4 426 691

Extrait du rapport financier, page S14